

NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT

D'UNE CLASSE MOYENNE AU MAROC ⁽¹⁾

Quand on aborde les problèmes sociaux dans le Maroc d'aujourd'hui il ne faut pas oublier que c'est, de tous les pays musulmans méditerranéens, celui où l'évolution a commencé le plus tardivement, celui qui est resté le plus longtemps fermé aux influences extérieures, tant musulmanes qu'européennes. Aussi les archaïsmes sont-ils encore nombreux et vivaces, cependant qu'une espèce d'accélération, propre à notre époque, amène des distorsions brutales et de graves déséquilibres.

La société urbaine traditionnelle connaissait une double hiérarchie : celle de la religion, celle de l'argent. La religion avait donné naissance à une aristocratie héréditaire, strictement close, puisqu'elle repose sur le sang : celle des chorfa ou descendants du Prophète, mais aussi à une classe ouverte, celle-là, sorte d'aristocratie de l'esprit, celle des gens de science, versés dans la connaissance des choses sacrées ; oulémas, fqih, lettrés de toute sorte. L'argent fondait la puissance et le prestige d'une bourgeoisie commerçante, d'ailleurs très liée avec la classe des lettrés.

Au-dessous, on trouvait les artisans, qu'on serait tenté d'assimiler à ce que nous appelons en Europe la classe moyenne. Assurément, ils ne formaient pas un prolétariat, bien que leur condition matérielle les en rapprochât parfois beaucoup : ils étaient trop intégrés à la fois à la cité, dont ils étaient, tout autant que les bourgeois, les fils orgueilleux, — et à la communauté musulmane. Mais généralement illettrés, il leur manquait cette participation à la culture qui apparaît comme l'un des éléments essentiels d'une classe moyenne dans les pays de civilisation occidentale.

Cette dernière remarque nous dispenserait à elle seule d'évoquer la société rurale, où l'analphabétisme était la règle. Il faudrait en réalité entrer dans la voie des « distinguo » : entre Berbères et Arabes, entre nomades et sédentaires, entre bled-Makhzen et bled-siba, entre pays de coutume et pays de chraâ, entre régions géographiques enfin. Il ne nous paraît pas possible d'évoquer avec une suffisante précision une réalité aussi complexe dans un exposé de cette dimension. C'est une des raisons pour lesquelles nous nous contenterons d'étudier l'apparition

d'une classe moyenne citadine, l'autre étant que le phénomène est trop récent dans les campagnes pour que les traits s'y dessinent avec une suffisante netteté.

Si nous admettons qu'une classe moyenne est en train de naître dans les villes du Maroc, cela implique évidemment que nous avons dans l'esprit une certaine définition, tout au moins une certaine conception de la classe moyenne. L'idée ne peut pas ne pas être influencée par l'histoire des sociétés européennes, spécialement par celle de la société française. Nous n'ignorons pas combien il est dangereux de transposer des classifications d'un milieu social à un autre, surtout quand il s'agit de sociétés aussi différentes qu'une société musulmane africaine et une société européenne. On peut cependant admettre la définition européenne comme point de départ, comme hypothèse provisoire, à condition bien entendu de n'oublier à aucun moment son caractère provisoire et hypothétique. Ce n'est qu'arrivés au terme de notre analyse que nous pourrions dire si la définition européenne, du moins celle que nous aurons retenue, est valable au Maroc.

L'expression même de classe moyenne suppose l'existence de deux termes extrêmes par rapport auxquels elle se situe, une classe riche et une classe pauvre. Le critère n'est cependant pas purement économique. La classe moyenne ne se distingue pas de la classe inférieure uniquement par un revenu plus élevé, mais aussi par la culture, qu'elle partage avec la classe supérieure. Ce caractère est si peu secondaire qu'on a vu, à l'époque contemporaine, des classes moyennes économiquement prolétarisées résister grâce à leur attachement à ce patrimoine culturel.

C'est à dessein que nous ne poussons pas ce schéma extrêmement vague, car plus il s'enrichirait de détails et gagnerait en précision, moins il aurait de

(1) Nous reproduisons ici le texte d'une communication présentée par l'auteur à la XXIX^e session de l'Institut International des Civilisations Différentes (INCIDI), qui s'est tenue à Londres du 13 au 16 septembre 1955 et qui était consacrée à l'étude du « développement d'une classe moyenne dans les pays tropicaux et sub-tropicaux ».

chance de nous fournir cette hypothèse pratique dont nous avons besoin pour la recherche d'une classe moyenne au Maroc.

Parmi les transformations sociales qui sont la conséquence de l'entrée du Maroc dans le circuit des échanges internationaux et de sa modernisation commençante, la plus spectaculaire est l'apparition d'un prolétariat industriel, qui n'a rien de commun, ni par l'origine, ni par l'état d'esprit, avec l'artisanat traditionnel. Mais ce n'est pas la seule. Une autre catégorie sociale est née, moins nombreuse, plus discrète et qui ne pose pas à l'Etat d'aussi angoissants problèmes. Les hommes qui la composent sont typiquement les produits de l'évolution de leur pays, à un double titre : par l'instruction qu'ils ont reçue, par les fonctions qu'ils exercent, fonctions modernes, instruction moderne, les unes supposant l'autre.

On trouve parmi eux : les professions libérales, médecins, ingénieurs, professeurs et instituteurs ; les fonctionnaires ; les employés du secteur privé (employés de banque, comptables, secrétaires de toute sorte). On serait tenté d'y ajouter les commerçants à qui leur formation permet d'organiser leur affaire d'une façon moderne. Mais sauf exception, il s'agit de gros commerçants, qui se situent économiquement au-dessus de la classe moyenne et qui, la plupart du temps, appartenaient déjà à la haute bourgeoisie traditionnelle. Il faut signaler cependant une catégorie originale de commerçants : les Chleuhs — les « Soussis », comme on les appelle dans les villes, — originaires le plus souvent de quelques tribus de l'Anti-Atlas, que la pauvreté et la sécheresse de leur pays obligent à émigrer et à qui le sens des affaires, l'esprit d'économie et une solidarité à toute épreuve ont permis d'acquérir un quasi-monopole dans le commerce de l'épicerie. Ils pratiquaient naguère — beaucoup pratiquent encore — une émigration temporaire et masculine. L'homme partait seul pour la ville, laissant femme et enfants au village. De plus en plus nombreux, à présent, sont ceux qui emmènent avec eux leurs enfants, du moins les garçons, non plus seulement, comme autrefois, pour les initier au commerce dès leur plus jeune âge mais pour les envoyer à l'école et les faire instruire. A part quelques grandes affaires, quelques grossistes en alimentation, il s'agit de petits ou moyens commerçants.

Faut-il inclure aussi dans ces classes moyennes marocaines les ouvriers qualifiés ? Que la question se pose nous montre assez que les définitions européennes doivent être remises en question. En Europe, un ouvrier qualifié reste un ouvrier ; en dépit d'un niveau de vie supérieur, il n'est pas séparé du manœuvre par un fossé profond. Au Maroc, pour un certain temps encore, il n'en est pas de même. L'ouvrier qualifié n'a pas seulement sur le manœuvre l'avantage d'un emploi stable et d'un travail ininterrompu, tandis que le manœuvre, dans les villes surpeuplées comme Casablanca, est soumis à tous les aléas de l'embauche et ne travaille souvent qu'un jour sur trois ou moins encore. Aussi la différence de

niveau de vie entre l'un et l'autre est-elle beaucoup plus grande que ne le laisserait supposer la différence du salaire quotidien. Ceci explique que le manœuvre doit généralement se contenter pour abri d'une baraque de bidonville, et que nombre d'ouvriers qualifiés se rendent acquéreurs de petites maisons neuves dans les lotissements en construction et qu'ils y apportent même, à leurs frais, modifications et embellissements. Ce qui, plus encore que le revenu, sépare les deux types d'ouvriers, c'est l'instruction. Le plus souvent, l'ouvrier qualifié est passé par l'école, la formation professionnelle étant difficile et précaire sans un minimum de connaissances théoriques. Toutes les écoles professionnelles, au Maroc comme ailleurs, donnent d'abord une instruction générale. Cet ouvrier est donc capable de lire un journal, arabe ou français, souvent les deux, de comprendre une émission radiophonique en arabe régulier, de s'entretenir avec ses collègues français d'autres sujets que des petits problèmes quotidiens du métier. Le mot de culture, dans la mesure où le sens qu'on lui donne est inséparable d'un certain degré de qualité, ne convient pas à cette instruction élémentaire. Mais tout est relatif. Il y a des pays où le mot « lettré » signifie : « qui connaît les belles lettres », et d'autres où il signifie tout juste : « qui n'est pas illettré ». Entre le docteur d'université et l'ouvrier qui sait lire et écrire, la distance est moins grande qu'entre ce dernier et l'illettré, parce qu'il y a là un seuil à partir duquel tout devient possible, une porte qui ouvre sur un monde illimité : celui de la communication entre les esprits.

Ainsi, par leur niveau de vie comme par leur instruction, les ouvriers qualifiés marocains se séparent nettement du prolétariat illettré et se rapprochent des classes plus élevées. Ils font figure de classe moyenne, et nous devons admettre en conséquence que les classes moyennes, dans le Maroc d'aujourd'hui, constituent une réalité sociale assez diverse où l'on ne doit pas craindre de multiplier les échelons.

Revenons aux deux caractères essentiels que nous avons reconnus tout à l'heure aux classes moyennes marocaines : instruction moderne, fonctions modernes.

Au début du Protectorat, l'instruction moderne fut d'abord dispensée aux enfants de la bourgeoisie traditionnelle. Les premières écoles fondées par Lyautey s'appelaient « Ecoles de fils de notables », ce qui dit clairement l'intention de leur fondateur ; non pas créer une élite nouvelle, mais apprivoiser et moderniser l'élite traditionnelle. La formule est abandonnée depuis longtemps. L'inscription subsiste bien au fronton de quelques écoles ; elle ne correspond plus à la réalité. Le recrutement est démocratisé ; s'il varie d'une école à l'autre, c'est uniquement en fonction du quartier. Il y a des écoles dans les quartiers populaires et même au milieu des bidonvilles. L'enseignement secondaire a suivi le mouvement. Dans les internats des collèges franco-musulmans, les boursiers sont plus nombreux que les « payants ». Ces jeunes gens, issus des classes les plus modestes,

conquièrent par leur intelligence et leur travail une véritable promotion sociale, et c'est leur culture elle-même qui est l'instrument de cette promotion.

La conscience de ce dernier fait entraîne d'ailleurs une conséquence dont certains aspects sont fâcheux : c'est la « course au diplôme ». Le précieux parchemin, qui ouvre une carrière, fournit un gagnepain, n'est plus considéré comme un signe, mais devient une fin en soi. Le mal n'est pas propre au Maroc. S'il y est plus aigu qu'en Europe, il serait injuste d'en faire grief aux individus. Il en est de même dans tous les pays dits « sous-développés », où le niveau de vie est encore très bas.

Le « diplôme », au sens large du mot, donne en effet accès, directement ou indirectement, à des fonctions modernes dont la rétribution permet un train de vie analogue, sinon égal, à celui des titulaires de ces mêmes fonctions dans les pays évolués. D'ailleurs, au Maroc même, la majorité de ces fonctions sont encore occupées par des Européens, faute d'un nombre suffisant de Marocains compétents, et les rétributions sont les mêmes pour les uns et pour les autres. Que l'on compare, par exemple, le niveau de vie d'un *fahh* de *msid* (école coranique traditionnelle), pauvrement rétribué chaque semaine par les parents de ses élèves, avec celui d'un instituteur de l'enseignement franco-musulman, qui, s'il a les mêmes diplômes, touche le même traitement que son collègue français : le second fera figure de « riche » aux yeux du premier.

En fait, l'égalité de l'Européen et du Marocain est souvent altérée pour la raison suivante : le traitement du second est considéré comme un pactole par tous les membres de sa famille demeurés au niveau ancien et, comme la famille patriarcale (au sens de « famille large ») est encore vivante dans la société marocaine, il lui est moralement impossible de ne pas entraîner dans sa réussite une meute de cousins affamés qui réduisent singulièrement la part de chacun.

On prétend, il est vrai, que les besoins du Marocain sont moindres que ceux de l'Européen. C'est exact dans la mesure où il reste fidèle au mode de vie ancestral. Mais l'évolué contracte, en même temps que les idées, les besoins de l'Européen.

Cette classe moyenne nouvelle est le théâtre d'une évolution moins spectaculaire peut-être, mais plus profonde que celle de la haute bourgeoisie. C'est qu'à cette évolution, à l'instruction moderne qu'il a reçue, l'individu doit tout. Sans elle il ne serait rien, et il sait que ses enfants ne seront rien. Le riche bourgeois au contraire, peut s'imaginer (ce serait à tort, d'ailleurs, le plus souvent) que sa fortune, antérieure au début de la modernisation, ne lui doit rien et pourrait s'en passer.

Il serait trop long, et cela déborderait notre sujet, de décrire les divers aspects, matériels et moraux, de cette évolution. Nous n'en signalerons

que les traits les plus caractéristiques, c'est-à-dire ceux qui nous paraissent propres à la classe moyenne.

La modicité des ressources peut freiner l'évolution : un frigidaire, une automobile, une machine à laver coûtent cher, et, de ce point de vue, l'évolution de la classe moyenne peut paraître moins avancée que celle de la bourgeoisie riche. Mais elle peut jouer aussi dans l'autre sens : une robe européenne modeste mais correcte coûte moins cher qu'un *taftan* traditionnel ; une paire de souliers que les trois ou quatre paires de babouches qu'il faudrait acheter pour le même usage ; un petit appartement « deux pièces, cuisine » que la maison à patio d'autrefois. Les villas modernes des riches commerçants de Casablanca comportent presque toujours un salon de style traditionnel, somptueusement décoré. Le Marocain de la classe moyenne préfère un salon moderne, à mobilier de série, moins onéreux.

Nous parlions tout à l'heure de la famille patriarcale, restée vivante au Maroc, et nous disions qu'elle était souvent lourde au Marocain moyen. Mais cette lourdeur même la condamne et hâte sa disparition. Telle grosse affaire commerciale peut être celle d'une grande famille, parce qu'elle est capable de nourrir largement plusieurs frères et même quelques cousins. Il n'en est pas de même du traitement d'un instituteur, voire d'un magistrat. L'individualisme est ici en germe : cette situation qu'il a conquise par son travail et son mérite personnels, qu'il ne doit à personne d'autre qu'à lui-même, comment n'en serait-il pas jaloux, comment n'estimerait-il pas absurde et injuste de devoir en éparpiller les modestes avantages sur de vagues parents, comment ne souhaiterait-il pas les réserver à ceux qu'il aime et qui sont sa vraie famille ? Ainsi la classe moyenne évolue-t-elle plus vite que d'autres vers la famille étroite, du type européen.

Pour la même raison, la polygamie disparaît. Luxe encore permis au riche bourgeois, elle est pratiquement interdite aux classes moyennes. A cette raison économique s'ajoute d'ailleurs l'évolution des idées. L'homme instruit est conquis aux idées modernes et considère la polygamie comme une institution d'un autre âge.

Sur le plan des idées, le Marocain de la classe moyenne est peut-être plus résolument moderne que celui de la classe riche, pour la raison que nous indiquions tout à l'heure. Il doit sa réussite, sa promotion sociale, au grand bouleversement qu'est l'entrée du Maroc dans le monde moderne.

Tout retour en arrière lui fait horreur et constitue pour lui une menace personnelle. Non pas qu'il soit toujours satisfait de son sort. Avec beaucoup d'autres sentiments il a troqué l'antique résignation contre le moderne esprit de revendication. Mais c'est d'une évolution plus résolue et plus rapide qu'il attend le remède aux maux dont il souffre. Il n'a aucun intérêt au maintien du vieil état de choses qui lui paraît solidaire des idées archaïques. S'il est allié au bourgeois dans le mouvement nationaliste, on sent qu'il aura tôt fait de s'en séparer le jour où l'objectif politique commun sera atteint. Il a des tendances

socialisantes encore vagues, tandis que le bourgeois est foncièrement conservateur. Il rêve d'un Etat laïque, même s'il est resté croyant ; le bourgeois, souvent lié à la classe des oulémas, reste plus attaché à la tradition. Fils de ses œuvres, il est démocrate et égalitaire ; le bourgeois méprise celui dont la famille est inconnue et rêve d'un gouvernement des notables.

La classe moyenne, qui paraît à certains égards marcher à l'avant-garde de l'évolution, est fortement freinée, et déséquilibrée aussi, par le retard des femmes. Le phénomène ne lui est pas particulier. Dans la société marocaine toute entière, l'évolution féminine a suivi de loin celle des hommes. Mais la bourgeoisie a démarré la première. Les jeunes femmes et les jeunes filles instruites sont encore peu nombreuses ; elles appartiennent presque toutes à la classe supérieure. Dans la mesure où les hommes de la classe moyenne sortent du peuple (et nous avons vu que c'est le cas le plus fréquent), ils sont seuls et ne trouvent pas de compagnes à leur mesure. L'homme du peuple, illettré, qui comprend l'utilité d'envoyer son fils à l'école, ne comprend pas toujours celle d'y envoyer sa fille. (Cela commence, à vrai dire, mais les conséquences ne se feront sentir que dans quelques années.)

Bien des évolués souffrent de ne pouvoir trouver une épouse instruite, qui soit capable de partager leurs idées et leur conception de la vie. Certains tranchent le problème en épousant une européenne. Ce sont généralement des hommes exerçant une profession libérale, qui ont fait leurs études en France et en ont ramené une femme. Les mariages mixtes au Maroc même sont plus rares. Le Marocain moyen qui n'a généralement jamais quitté son pays, sauf parfois pour un court voyage en France, ne peut qu'épouser une compatriote élevée à la mode traditionnelle, c'est-à-dire ignorante.

C'est la source de difficultés graves et d'un déséquilibre souvent profond. Ainsi alourdi par le poids du passé, l'homme est obligé de faire des concessions et de mettre de côté, provisoirement, un certain nombre de ses principes les plus chers et les plus nettement proclamés. S'il n'avoue pas ces inconsé-

quences, il en souffre en secret. Tous essaient de lutter. Quelques-uns se lassent et finissent par retomber dans un genre de vie qui leur eût fait horreur quelques années plus tôt. D'autres déploient dans cette lutte quotidienne une persévérance et un courage admirables. Ils s'efforcent de former leur femme, patiemment, de l'élever à leur niveau. Quand ils rencontrent, chez la femme d'un ami européen, compréhension et assistance, c'est un secours précieux. Mais ils sont le plus souvent seuls dans cette tâche et les réussites totales restent exceptionnelles. Du moins se jurent-ils d'éviter à leurs enfants les difficultés qui ont été le lot de leur génération et ils veulent pour leurs filles la même instruction et la même éducation que pour leurs fils. Les vieux préjugés qui s'opposaient à l'instruction des femmes sont définitivement morts dans ces classes moyennes et c'est elles qui peuplent les écoles de fillettes qui se multiplient depuis quelques années dans les villes les plus traditionnelles.

Il existe incontestablement, dans le Maroc d'aujourd'hui, une ou plutôt des classes moyennes. Nous avons essayé de les définir, d'en trouver les critères. Il aurait fallu, de plus, en évaluer l'importance, donner des chiffres. C'est, pour l'instant, impossible. Il n'existe pas de statistiques qui permettent de faire le compte de tous les individus rentrant dans les diverses catégories en cause.

Leur nombre est encore faible si l'on considère qu'ils n'existent guère en dehors des villes et que l'évolution du Maroc a commencé plus tard que dans tous les autres pays méditerranéens. Mais on peut conclure sur deux remarques. La première est que leur nombre croît sans cesse, et qu'on peut l'estimer proportionnel au développement de l'instruction. La seconde est que leur importance dans la société marocaine est sans commune mesure avec leur nombre. Ils apparaissent en effet, à bien des égards, comme les agents les plus actifs de la modernisation du pays et leur rôle ne peut que croître à l'avenir.

André ADAM,

Directeur d'études

à l'Institut des Hautes Etudes Marocaines.